

## **A R R Ê T É**

**LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE  
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement ;

**VU** le décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'Arrêté Ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations classées ;

**VU** l'Arrêté Ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

**VU** la circulaire ministérielle du 2 octobre 2003 relative aux mesures d'application immédiates introduites par la loi n° 2003-699 en matière de prévention des risques technologiques dans les installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 01 juillet 1988 autorisant la Société MESSER FRANCE à exploiter un dépôt et une usine de fabrication d'acétylène dissous à SAINT-HERBLAIN, 21 rue du Plessis Bouchet ;

**VU** l'étude des dangers présentée en août 1992 par l'exploitant ;

**VU** le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur principal des installations classées, en date du 28 avril 2004 ;

**VU** l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 13 mai 2004 ;

**VU** le projet d'arrêté transmis à M. le Directeur de la Société MESSER FRANCE en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**CONSIDERANT** la visite des installations réalisée le 17 mars 2004 par l'inspecteur des installations classées ;

**CONSIDERANT** que les évolutions réglementaires et technologiques rendent nécessaire la mise à jour de l'étude des dangers des installations classées exploitées à Saint-Herblain par la société MESSER FRANCE ;

**SUR** la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les prescriptions techniques fixées par l'arrêté préfectoral du 01 juillet 1988 réglementant l'activité de la Société MESSER France pour ses installations situées au 21, route du Plessis Bouchet 44800 SAINT HERBLAIN et dont le siège social est 84, rue Charles Michels - 93206 - SAINT DENIS, sont complétées par les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : L'exploitant procédera à l'actualisation complète de son étude des dangers. Cette étude des dangers actualisée sera transmise à Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique pour le 31 juin 2005 au plus tard.

Cette étude comportera notamment :

- ⇒ La prise en compte des nouvelles exigences d'élaboration des études de dangers :
  - Celles de la circulaire du 2 octobre 2003 qui prévoit l'application immédiate de notions nouvelles apportées par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 et notamment la prise en compte dans la réalisation des études de dangers de la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, en plus de la gravité des effets potentiels. Ces exigences sont notamment traduites dans le guide méthodologique « principes généraux pour l'élaboration et la lecture des études de dangers - version1 » joint à la circulaire du 25 juin 2003,
  - Et l'examen d'une palette de scénarios représentatifs de la diversité des accidents possibles en terme de nature d'effet, de gravité et de cinétique, selon les exigences de la circulaire du 30 septembre 2003, qui permettra de mettre à jour les plans d'urgence ;
- ⇒ L'étude des conséquences de la conjonction d'évènements simples pouvant induire un accident majeur ;
- ⇒ L'étude des effets domino à l'intérieur du site ;
- ⇒ L'étude des effets domino pouvant apparaître entre les installations voisines et les installations de MESSER France. Une description précise de l'environnement du site sera réalisée à l'aide de plan en mentionnant l'ensemble des installations voisines avec leurs affectations et faisant apparaître ainsi les cibles et sources de risque potentielles ;
- ⇒ L'étude de la tenue des équipements importants pour la sécurité au séisme majoré de sécurité conformément à l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations classées ;
- ⇒ L'étude de protection contre la foudre afin de se conformer aux exigences de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

⇒ L'analyse de risque et l'étude d'un scénario d'accident sur le stockage de bouteilles de gaz ainsi que des propositions d'amélioration de la sécurité et l'adaptation des volumes de gaz stockés en bouteilles.

Cette étude devra également présenter les mesures de réduction des risques permettant d'optimiser le niveau de sécurité existant tant sur les dispositifs techniques que sur les dispositions organisationnelles. La présentation de ces mesures comportera le programme d'actions, les échéances et les coûts associés.

**ARTICLE 3** : La société MESSER France, est tenue de mettre à jour son **Plan d'Opération Interne (POI)**, pour son établissement de St-HERBLAIN, au plus tard le **31 décembre 2005**.

**ARTICLE 4** : Dans le cas où la Société MESSER France n'obtempérerait pas aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des sanctions pénales susceptibles de lui être infligées, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article 514.1 du code de l'environnement susvisé.

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article L514-6 du code susvisé, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

**ARTICLE 6** : Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de St-HERBLAIN et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la Mairie de St-HERBLAIN pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de St-HERBLAIN et envoyé à la Préfecture de la Loire-Atlantique - Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. le Directeur de la Société MESSER FRANCE dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

**ARTICLE 7** : Deux copies du présent arrêté seront remises à M. le Directeur de la Société MESSER FRANCE qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

**ARTICLE 8** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Maire de St-HERBLAIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**NANTES, le 25 juin 2004**

**LE PREFET**

**P/le Préfet**

**Le Secrétaire Général**

**Signé : Jean-Pierre LAFLAQUIERE**